



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le

La Directrice
à
Monsieur le Directeur
TERRENA
30 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRENA

30 boulevard de l'Industrie
49000 Écouflant

Références : SRNT-2023-393

Code AIOT : 0006303489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement TERRENA implanté Zone Industrielle - Route de Montreuil 49700 Doué-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRENA
- Zone Industrielle - Route de Montreuil 49700 Doué-en-Anjou
- Code AIOT : 0006303489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Nature de l'activité : stockage de céréales

- 1 silo d'une capacité totale de stockage de 19 570 m³ comprenant :
- 12 cellules de 1533 m³ ;
- 2 cellules grains humides tampon au niveau du séchoir (CH₁ et CH₂) d'environ 266 m³ et 2 cellules tampons (C13 et C14) d'environ 173 m³ ;
- 4 boisseaux d'expédition : 2 de 80 m³ et 2 de 66 m³ ;
- 1 tour de manutention d'une hauteur de 26 m ;

- 1 galerie sous-cellule.

Ce silo est un SETI « silo à Enjeux très importants » (magasin de vente de Terrena dans les zones forfaitaires du silo, les zones des effets létaux touchent légèrement la propriété de la coopérative légumière, les effets indirects par bris de vitre touchent des établissements recevant du public).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 silos, prévention des départs de feu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.7.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 2.3.3.2	/	Sans objet
6	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.4.3	/	Sans objet
7	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
9	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.5.4	/	Sans objet
10	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.3.10.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant ne dispose pas des moyens en eau d'extinction incendie tels que définis dans son arrêté préfectoral du 10 janvier 2019, et qu'aucun dispositif d'isolement des réseaux n'est actuellement mis en œuvre.

Ces deux non-conformités font l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.

Cette visite a permis également de constater que l'exploitant ne dispose pas de liste de mesures de maîtrise des risques identifiées dans son étude de dangers, et que globalement l'exploitant ne répond pas aux dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019. Sur ce point, un fait susceptible de suites est proposé, dans l'attente du plan d'action de l'exploitant pour répondre à cette prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitation du silo TERRENA à doué-en-Anjou est réalisée sous la surveillance d'un seul conducteur de silo. Il est nommément désigné par l'exploitant, avec présence d'une consigne générale affichée dans les bureaux indiquant sa fonction. Les formations suivies par le conducteur de silo ont été présentées en salle. Un ensemble de formations internes au groupe TERRENA a été faite ainsi qu'une certification de qualification professionnelle (CQP) incluant une dizaine de modules (ex : risque incendie et risque ATEX, maintenance des équipements...). Le suivi de ces modules est assuré par le service RH. Aucun recyclage n'est prévu sur ces modules. En cas d'absence (congrés...), il peut être remplacé par le conducteur du silo de Brézé.

Le site est exploité par 1 permanent plus 3 saisonniers. L'ensemble des saisonniers doivent suivre une formation sur la sécurité avant leur prise de fonction en e-learning, plus une formation en salle dispensée par un responsable de TERRENA.

Chaque nouvel arrivant doit suivre un parcours d'arrivée, matérialisé sous forme de checklist (DES-DCV-01 révisée en 05/2020). Cette checklist reprend bien l'obligation de suivi de la formation sécurité avec attestation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats :

Le site fait l'objet de maintenances préventives et curatives.

La maintenance préventive est réalisée entre janvier et juin précédant la période de récolte. Chaque opérateur dispose d'une checklist de contrôle à effectuer. Si une anomalie est détectée sur un équipement, elle est intégrée ensuite dans la GMAO pour action. Une revue par le service maintenance est ensuite réalisée pour prioriser les actions sur l'année en cours ou la suivante.

La checklist a été présentée lors de la visite. Elle indique la liste des équipements à contrôler mais ne précise pas quels tests sont à réaliser sur chaque équipement. Le statut conforme ou non conforme est basé sur l'expérience du technicien de maintenance et du conducteur de silo.

En cas de maintenance curative, le technicien de maintenance écrit directement dans la GMAO. Si la maintenance curative porte sur un équipement de sécurité, l'exploitant indique mettre à l'arrêt l'équipement de manutention concerné. Toutefois, cela ne fait pas l'objet de procédure écrite.

Des tests de bon fonctionnement sont systématiquement réalisés lors de remplacement de pièces afin de s'assurer de leur bon fonctionnement avant remise en service.

L'ensemble des tests réalisés sur les organes de sécurité sont tracés sur la supervision. Néanmoins, celle-ci trace également les défauts réels. L'exploitant peut donc difficilement extraire sur demande la liste des tests réalisés.

Observation n°1 : La base documentaire est à améliorer. Notamment, une liste exhaustive des équipements de sécurité installés serait utilement à mettre en place. Pour ces équipements de sécurité, une procédure générale de maintenance pourrait être mise en œuvre afin de définir les principes généraux de maintenance préventive et curative. Cette procédure pourra rappeler les conduites d'exploitation à tenir (ex : mettre à l'arrêt les équipements de manutention en cas de maintenance d'un organe de sécurité).

Enfin, des fiches de contrôle pourraient lister les tests de maintenance attendus par équipement de sécurité avec les plages de validité acceptables, au besoin. Cela permettrait d'assurer une position groupe et d'assurer une homogénéité des pratiques sur les différents silos.

Observation n°2 : L'exploitant doit réfléchir à un système lui permettant de tracer et d'historiser qualitativement l'ensemble des tests réalisés sur les organes de sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 2.3.3.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides.) ;- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (incendie, explosion, déversement accidentel de liquides...) ;- les moyens d'intervention et de protection à utiliser en fonction des risques ;- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;- l'obligation de disposer d'une procédure de mise en sécurité permettant, en cas d'arrêt prolongé de la manutention, de mettre hors tension tout appareil et tout équipement ne concourant pas à la bonne conservation des grains (hors circuit spécifique lié à la ventilation, les automates de gestion et la silo-thermométrie) ;- l'obligation de réaliser une ronde à minima hebdomadaire durant les périodes de réception et de manutention des produits, afin notamment de contrôler la température des produits stockés et la propreté. <p>Les procédures d'alerte doivent inclure les entreprises et tiers à proximité immédiate du site (coopérative légumière...) susceptible d'être affectés par les zones d'effets du silo modélisées dans l'étude des dangers.</p>
Constats : L'exploitant doit disposer a minima des consignes définies à l'article 2.3.3.2 de l'APC du 10 janvier 2019. Lors de l'inspection, il a pu être constaté que l'exploitant dispose d'un certain nombre de consignes affichées au bureau d'exploitation, auxquelles s'ajoutent des procédures d'intervention archivées dans un classeur, et du guide d'exploitation des silos interne au groupe TERRENA (orienté qualité produit). Tous ces documents ont été transmis par courriel le jour même et ont fait l'objet d'un contrôle sur pièces. Ce contrôle a permis de constater l'absence : <ul style="list-style-type: none">• de procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Le site n'est d'ailleurs pas équipé de dispositif d'isolement des réseaux (les suites sont gérées au point de contrôle n°11 du présent rapport) ;• de procédure d'alerte incluant les entreprises et tiers à proximité immédiate du site (coopérative légumière...) susceptibles d'être affectés par les zones d'effets du silo modélisées dans l'étude des dangers. <p>Par courriel du 16 juin 2023, l'exploitant a transmis la consigne générale incendie mise à jour, incluant l'alerte des tiers. Les contacts des entreprises voisines sont répertoriés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.4.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme nue, arc électrique ou appareils générant des étincelles) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces modalités d'intervention sont établies et les documents sont visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée et l'éventuel intervenant extérieur. Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment : <ul style="list-style-type: none">- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,- la durée de validité,- la nature des dangers,- le type de matériel pouvant être utilisé,- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte. Avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.
Constats : Les permis feu sont archivés et ont été présentés lors de la visite. Les échanges avec l'exploitant ont permis de vérifier que les exigences de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019 sont bien respectées. Néanmoins, plusieurs observations peuvent être formulées. Observation n°3 : L'exploitant a indiqué qu'un permis de feu peut théoriquement couvrir une période de plusieurs jours si besoin. Cette approche ne suit pas les recommandations du « guide sur l'état de l'art sur les silos » de 2008 qui indique au paragraphe 2.2 : « <i>Le permis de feu est établi pour une unité de temps, de lieu et de tâche. En particulier, le permis de feu ne doit pas dépasser la demi-journée pour une tâche donnée et un lieu donné lorsque le site est en exploitation [...]</i> ». L'exploitant justifiera pourquoi il n'applique pas les recommandations du guide. En l'état, dans ce cas où un permis de feu pourrait durer plusieurs jours, il faudrait réaliser une ronde de vérification chaque jour, ce que ne permet pas le format du document présenté. L'exploitant encadrera ce cas particulier afin de s'assurer de la bonne réalisation des rondes de vérification chaque jour du chantier. La mise en place d'un permis feu par jour peut être une réponse. Observation n°4 : Le permis feu au sein de la société TERRENA pourrait être encadré par une procédure chapeau, permettant ainsi de définir son cadre d'utilisation et d'application, et garantir des pratiques homogènes entre les différents sites du groupe. Cette procédure serait utilement intégrée au dossier des permis feu présenté lors de la visite. Cette procédure pourrait reprendre a minima les obligations de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2019 et permettrait ainsi de définir (liste non exhaustive) la durée de validité des permis feu, qui a autorité pour délivrer et signer les permis feu, rappeler les obligations amont aux travaux (reconnaissance amont du chantier, utilisation de matériels adaptés...), indiquer qu'en premier lieu tous travaux par point chaud doivent se faire hors du silo si la pièce concernée

est démontable, qu'une ronde doit être menée 30 min après la fin des travaux puis 2 heures après et tout autre point jugé utile par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2023, Liste des mesures de maîtrise des risques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Elle est mise à jour régulièrement et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Constats :

Rappel du contexte du site :

Le site TERRENA de Doué-en-Anjou a fait l'objet d'une étude de dangers dont les derniers compléments datent du 26 juin 2018. Cette étude a mis en évidence plusieurs scénarios avec des distances d'effets pouvant impacter des tiers. L'instruction de l'EDD par l'inspection l'a conduit à proposer un arrêté préfectoral complémentaire afin d'encadrer certaines dispositions. En l'occurrence, l'article 7.5.1 visé ici a pour objet d'encadrer plus précisément les attendus dans le suivi et la maintenance des mesures de maîtrise des risques (barrières MMR intervenant dans les scénarios impactant des tiers).

L'article 7.5.1 de l'APC du 10 janvier 2019 impose à l'exploitant d'avoir une liste détaillée des MMR identifiées dans l'étude. Pour chaque MMR, les opérations de maintenance doivent être précisées, avec leur périodicité et enregistrées et archivées. Les MMR sont maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers selon des procédures écrites.

En cas d'indisponibilité d'une MMR, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a été en mesure de présenter d'élément permettant de répondre à cette prescription. Il ne dispose pas de liste détaillée des MMR, n'a pas clairement défini les opérations de maintenance pour chacune d'entre elles, ni leur périodicité de contrôle. Aucune procédure n'impose l'arrêt de l'installation en cas d'indisponibilité d'une MMR, et aucune mesure compensatoire n'est définie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Le silo est équipé d'un seul transporteur à bande pour l'alimentation du silo. Cette bande a été remplacée en 2001. Le certificat de conformité de la bande a été présenté lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Le rapport de vérification électrique en date du 29/03/2022 a été présenté lors de la visite. La dernière visite de contrôle a eu lieu le 06 avril 2023, mais l'exploitant était en attente du rapport. Sur le rapport présenté, le contrôle a conclu à l'absence de risque incendie ou explosion liés aux installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.5.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mesures de prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent immédiatement l'installation et les équipements situés en amont. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et

s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

Constats :

Il n'a pas été vérifié pendant la visite d'inspection l'exhaustivité de la présence des équipements de sécurité sur chaque équipement de manutention de grain.

Il a été demandé à l'exploitant de pouvoir tester plusieurs équipements de sécurité.

Les tests suivants ont été réalisés :

- coupure de l'aspiration générale : un arrêt de l'ensemble de l'installation a pu être constaté après une temporisation ;
- test des deux capteurs de déport de bande du transporteur à bande : un arrêt immédiat de l'équipement a pu être constaté, ainsi que des équipements situés en amont ;
- test du contrôleur de rotation en pied de l'élévateur EL1 : un arrêt immédiat de l'équipement a pu être constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.3.10.3

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Par la suite, les dispositifs de protection contre la foudre font l'objet de vérifications visuelles annuelles et complètes tous les 2 ans par un organisme compétent.

Tous ces contrôles sont décrits dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisés conformément aux normes en vigueur.

Les agressions de la foudre sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant dispose de l'ARF, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications..

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations de protection du site (rapport SOCOTEC N28Q0/22/6138 du 13 septembre 2022).

Ce rapport ne fait état d'une non-conformité à lever concernant le conducteur en toiture mal fixé. De nouvelles fixations sont à mettre en place.

L'exploitant a indiqué avoir besoin d'une nacelle et souhaite attendre d'autres travaux sur le site nécessitant une nacelle pour faire cette mise en conformité.

L'exploitant n'a pas donné de délai mais s'est engagé à réaliser cette mise en conformité dès que possible.

Lors de la visite terrain, il a pu être constaté que le compteur de coup de foudre indiquait zéro impact sur l'installation.

Observation n°5 : L'exploitant informera l'inspection de la réalisation des travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La défense contre l'incendie est assurée par une réserve d'eau incendie d'un volume de 240 m ³ , et un poteau incendie au moins capable de fournir un débit de 60 m ³ /h sous une pression dynamique minimum de 1 bar, implanté à moins de 150 m des installations et d'extincteurs. [...]
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant ne dispose pas de réserve d'eau incendie de volume 240 m ³ , ne répondant ainsi pas à la prescription de son arrêté préfectoral du 10 janvier 2019. L'exploitant indique disposer d'un poteau incendie à l'entrée du site et d'un point d'arrivée d'eau anciennement utilisé en cas d'incendie au niveau de la cuve de l'ancienne cuve de propane (cuve qui a été supprimée). Toutefois, l'exploitant ne connaît pas les débits en sortie de ces arrivées d'eau incendie. Il n'a pas été en mesure de présenter les derniers contrôles de débit et ne peut donc justifier du débit de 60 m ³ /h pour le poteau incendie situé à l'entrée du site. L'exploitant n'a pas su préciser comment avait été calculé le besoin en eau incendie de 240 m ³ plus 1 poteau incendie de 60 m ³ /h, et si les récentes modifications d'exploitation du site (suppression du séchoir et de la cuve de propane) peuvent avoir un impact sur le besoin réel en eau incendie. En conséquence, au jour de la visite d'inspection, le site est non conforme vis-à-vis de l'article 7.7.3 de l'APC du 10 janvier 2019, et des suites administratives sont proposées afin de mettre en conformité l'installation. Il conviendrait que l'exploitant s'assure par une mise à jour du calcul de ses besoins en eau d'extinction que les volumes réglementés par son arrêté préfectoral soient adaptés. Si ce n'était pas le cas, un dossier de porter à connaissances au Préfet sera nécessaire s'il souhaite faire modifier sa prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2019, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. La capacité de rétention des eaux est d'au moins 120 m ³ . Les fosses enterrées peuvent servir à contenir les eaux d'extinction (fosse d'élévateurs dont le volume est de 155 m ³). Les vannes de sectionnement implantées sur le réseau de collecte des eaux pluviales polluées et nécessaires à la mise en service du confinement doivent pouvoir être actionnées en toutes circonstances. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés. Leur entretien et la mise

en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le site TERRENA de Doué-en-Anjou ne dispose pas de dispositif permettant d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie.

En cas d'incendie, ces eaux atteindraient les regards d'eau pluviales les plus proches de l'installation et rejoindraient le réseau de la commune.

De fait, l'exploitant ne dispose pas de consigne encadrant la mise en œuvre de ce dispositif d'isolement, son suivi dans le temps et son entretien (non conformité à l'article 2.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 - point de contrôle n°3 du présent rapport).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois